

Communiqué du Bureau National de l'UPR au sujet de l'attentat de Nice du 14 juillet 2016



REUTERS/Eric Gaillard

Face à la tuerie de masse survenue à Nice dans la soirée du 14 juillet 2016, l'UPR :

- exprime son effroi devant le carnage et présente ses plus vives condoléances aux proches de toutes les victimes.
- invite les Français à réagir de façon réfléchie et responsable, et à faire preuve de prudence dans l'interprétation

- souligne l'immense responsabilité de François Hollande et de son gouvernement dans la situation de chaos où sombre la France.

1) L'UPR exprime son effroi devant le carnage de Nice et présente ses plus vives condoléances aux proches de toutes les victimes

Comme tous les êtres humains sensibles et civilisés, les membres du Bureau National de l'UPR ont pris connaissance avec épouvante et douleur de l'acte monstrueux commis à Nice pendant les festivités du 14 juillet 2016.

Au nom de tous nos adhérents et sympathisants, nous tenons à transmettre l'expression de toute notre peine et de toute notre compassion aux proches des victimes.

En ces temps d'amalgame hâtif et de chasse aux sorcières, l'UPR tient à souligner que figurent, parmi les victimes, non seulement une majorité de citoyens français innocents, mais aussi au moins 27 ressortissants étrangers de toutes les confessions religieuses, tout aussi innocents.

Tel qu'on en connaît le tragique décompte au moment où ce communiqué est publié :

- 3 Allemands,
- 3 Algériens,
- 2 Américains,
- 2 Arméniens,
- 1 Belge,
- 1 Britannique,
- 1 Kazakhstanais,
- 3 Marocains,
- 2 Polonais,
- 2 Russes,
- 2 Suisses,
- 1 Tchèque,
- 3 Tunisiens,
- et 1 Ukrainien,

sont décédés dans ce carnage, soit 27 personnes, représentant un tiers du total des 84 victimes (bilan provisoire).

2) L'UPR invite les Français à réagir de façon réfléchie et responsable, et à faire preuve de prudence dans l'interprétation de cette abomination

Au lendemain de cette tuerie de masse qui n'a fait de différence ni entre les religions, ni entre les nationalités, ni entre les pays, de très nombreux points restent obscurs et invitent à faire preuve de prudence quant à son interprétation définitive.

=> 2.1. Les circonstances du drame soulèvent de nombreuses et légitimes questions

Les circonstances du drame exigent que le gouvernement s'explique devant les Français.

L'UPR rappelle en effet que la France est sous le régime de l'état d'urgence depuis le mois de novembre 2015 et que les manifestations sur la voie publique y font l'objet d'une surveillance toute particulière, notamment par l'application du Plan Vigipirate et de l'Opération Sentinelle.

C'est encore plus spécialement le cas à l'occasion de très grands rassemblements humains.

L'UPR souligne en particulier que l'article 5 de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence dispose que « la déclaration de l'état d'urgence donne pouvoir au préfet dont le département se trouve en tout ou partie compris dans une circonscription [où est instauré l'état d'urgence] :

- 2°) D'instituer, par arrêté, des zones de protection ou de sécurité où le séjour des personnes est réglementé. »

Dans ces conditions, comment est-il possible qu'un immense camion frigorifique de 18 tonnes ait pu se frayer la voie jusqu'à la Promenade des Anglais évacuée de véhicules en ce soir où déambulaient des dizaines de milliers de personnes ?

L'ensemble du périmètre n'était-il pas strictement interdit à tout véhicule ne disposant pas d'un laissez-passer pendant la durée du feu d'artifices ?

Les accès à la Promenade des Anglais n'étaient-ils pas bloqués par une succession de plusieurs barrages filtrants, comme c'est d'ordinaire le cas en semblables circonstances ?

Etc.

=> 2.2. Les mobiles exacts du criminel restent encore à élucider

D'après les informations disponibles une vingtaine d'heures après le drame, l'auteur de ce massacre serait un homme seul et présumé sans complice, âgé de 31 ans, nommé Mohamed Lahouaiej Bouhlel, de nationalité tunisienne et détenteur d'une carte de résident.

Marié mais en instance de divorce, père de 3 enfants, vivant dans une situation financière difficile, il aurait été, aux dires de ses voisins, un homme « solitaire » et « silencieux », rendu « déprimé, instable et agressif » par son divorce, un homme qui n'est « pas très religieux, (qui) ne fait pas la prière, aime les filles et la salsa ».

Connu par les services de police pour des actes de violence et de vol, il n'était en revanche pas connu des services de renseignement pour une éventuelle radicalisation et n'était pas fiché "S". Selon les dires mêmes du procureur de Paris, il était « totalement inconnu des services de renseignement, tant au niveau national qu'au niveau local. »

[Sources :

<http://www.bfmtv.com/.../attentat-a-nice-l-assaillant-etait-d...>

<http://www.romandie.com/.../Le-bilan-devrait-encor.../720840.com>

https://fr.wikipedia.org/.../Attentat_du_14_juillet_2016_%C3%...

<http://www.lexpress.fr/.../nice-auteur-inconnu-du-renseigneme...>]

--

À ce stade très préliminaire de l'enquête, et alors qu'aucune revendication crédible n'a pour l'instant été reçue, les premières informations disponibles sur le profil de l'assassin présumé, et sur son action solitaire, laissent donc perplexe.

Elles ne permettent pas de déduire à coup sûr que celui-ci aurait agi pour des motivations politiques, dans le cadre d'une action terroriste, commanditée par exemple par le prétendu « État islamique » (EI).

Sans doute est-il possible :

- que l'assassin se soit inspiré de certains « conseils » d'actions terroristes formulés par l'EI (cf. https://fr.wikipedia.org/.../Attentat_du_14_juillet_2016_%C3%...), comme l'a laissé entendre le procureur de Paris (<http://www.lexpress.fr/.../nice-auteur-inconnu-du-renseigneme...>)

- et qu'il ait agi seul et sans structure ; quoi que cette théorie des « [loups solitaires du terrorisme](#) » soit jugée absurde par les spécialistes du terrorisme islamiste comme Gilles Kepel ou Wassim Nasr.

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
Mais il est tout aussi possible que l'assassin appartienne à la catégorie des « tueurs de masse » qui défrayent régulièrement la chronique aux États-Unis et - hélas ! - de plus en plus dans le reste du monde occidental.

Individus « bipolaires » ou psychotiques, généralement en situation de marginalisation sociale et d'échec amoureux (ce qui semble être le cas ici), les « [tueurs de masse](#) » finissent par haïr la société dans son entier et mûrissent leur projet de « tuerie de masse » dans le but inavoué et final de se suicider de façon théâtrale.

Le cas du tueur de Nice serait alors comparable à des cas récents de tueurs de masse, comme par exemple :

- celui de [l'Américain Elliot Rodger](#) (23 ans), qui tua 6 personnes et en blessa 14 autres le 23 mai 2014 en Californie, en conduisant à très vive allure à travers la ville, parfois du mauvais côté de la route, en tirant sur les passants et en renversant volontairement piétons, skateboarders et cyclistes.

- ou celui du copilote allemand Andreas Lubitz (27 ans), qui précipita volontairement l'Airbus A320 du vol [9525 de la Germanwings](#) le 24 mars 2015 dans les Alpes du Sud françaises, entraînant dans la mort les 150 passagers de l'appareil dont lui-même, obéissant ainsi à des pulsions suicidaires empreintes « d'un sentiment de mégalomanie, une revendication paranoïaque à la reconnaissance ».

--

Pour toutes ces raisons, l'UPR invite les Français à réagir avec calme et prudence dans l'interprétation des événements de Nice du 14 juillet 2016, dans l'attente des résultats de l'enquête.

À cet égard, l'UPR déplore et s'inquiète de l'attitude profondément irresponsable de l'ensemble des responsables de la classe politique française – à commencer par celle du président de la République et du Premier ministre -, qui ont cru bon de qualifier cette attaque de « terroriste » et de réclamer à qui mieux-mieux des mesures toujours plus restrictives des libertés publiques, alors que l'enquête n'avait pas même démarré.

L'UPR juge plus spécialement effarante d'amateurisme la réponse de François Hollande et de Manuel Valls, qui ont annoncé séance tenante de nouvelles mesures de privation des libertés publiques et une reconduction de l'état d'urgence, sans avoir la moindre idée des mobiles exacts de l'auteur de ce massacre et la moindre preuve d'éventuels liens avec des organisations criminelles terroristes islamistes.

Or tous ces éléments restent à ce stade totalement inconnus, comme l'a précisé ce 15 juillet au soir [le procureur de Paris](#).

Le ministre de l'intérieur lui-même, [Bernard Cazeneuve](#), a d'ailleurs éprouvé le besoin de contredire le Premier ministre en direct à la télévision, en faisant remarquer que le lien de cette affaire avec l'islamisme radical n'était pour l'instant qu'une hypothèse sans preuves.

Dans ces conditions où le sommet de l'État est totalement défaillant, l'UPR tient solennellement à rappeler :

- que le premier rôle du président de la République est d'assurer la paix civile et la concorde entre les citoyens, et de garder son sang-froid en toutes circonstances, et notamment face aux événements les plus tragiques.

- que le rôle du Premier ministre est d'assurer la sécurité des Français, et non pas de leur faire peur en leur annonçant sans ambages que d'autres attentats et que d'autres victimes sont au programme de son gouvernement !

(cf. [sa déclaration du 15 juillet 2016](#) : « Le terrorisme, et nous le disons depuis longtemps, est une menace qui pèse lourdement sur la France et qui pèsera encore longtemps. J'avais déjà eu l'occasion de dire que, malheureusement, nous pouvions connaître de tels événements et qu'il y aurait de nouvelles victimes innocentes. »)

L'UPR estime que si Manuel Valls ne se sent pas capable d'assurer la paix civile aux Français, il doit présenter

Plutôt que de jeter de l'huile sur le feu de la situation en France, en se contentant comme à chaque fois de mettre les drapeaux en berne et de pleurnicher avec impuissance sur le lait renversé, le président de la République et le Premier ministre auraient dû commencer par lancer cet appel au calme et à la prudence que lance l'UPR ce soir.

Les deux têtes de l'exécutif auraient aussi dû informer très vite les Français que, parmi les 84 victimes connues, figurent au moins 10 musulmans (d'après le décompte connu ce soir), à commencer par [Fatima Charrihi](#), la première personne tuée, qui était une paisible Marocaine résidant en France et mère de 7 enfants.

3) L'UPR souligne l'immense responsabilité de François Hollande et de son gouvernement, mais aussi de Nicolas Sarkozy et d'Alain Juppé, dans la situation de chaos où sombre la France

Quel que soit le résultat de l'enquête criminelle en cours, - qu'il soit avéré que l'auteur du carnage de Nice ait agi pour des motivations terroristes et à l'instigation de l'EI, ou qu'il soit au contraire avéré qu'il s'agisse d'une « tuerie de masse » perpétrée par un malade mental aux pulsions suicidaires – la responsabilité de François Hollande et de tout son gouvernement, tout comme celle de Nicolas Sarkozy et d'Alain Juppé, apparaissent comme écrasantes dans cette tragédie et dans la situation de chaos où sombre la France.

L'UPR croit essentiel de rappeler ici le bel enseignement de Charles de Gaulle, qui disait qu'il ne peut pas y avoir de paix dans le monde s'il n'y a pas de justice entre les nations.

Or, depuis le départ de Jacques Chirac de l'Élysée, et depuis son refus de valider l'intervention militaire en Irak décidée par Washington, les dirigeants français – qu'ils soient de l'UMP-LR ou du PS – ont constamment donné leur aval à l'injustice entre les nations. Ils ont constamment approuvé la violation du droit international, de la démocratie et du droit des gens les plus élémentaires.

Tous ces dirigeants ont en effet transformé le pays de Jeanne d'Arc, Jaurès, Clemenceau et Charles de Gaulle, en un supplétif de la géopolitique impériale et des actions militaires agressives de Washington à travers le monde.

L'UPR croit utile de rappeler que la guerre illégale menée en Irak, en Afghanistan et au Pakistan par les États-Unis et la plupart de nos prétendus « partenaires » de l'Union européenne - sous couvert de « guerre contre le terrorisme » alors qu'il s'agit de servir d'abord des intérêts pétroliers - a provoqué au bas mot [1,3 million de morts civils](#), soit 15 476 fois plus de morts que la tuerie de Nice.

L'UPR rappelle que tous ces crimes, tout comme ceux commis en Libye, en Syrie ou ailleurs, sont passibles du Tribunal pénal international, et notre mouvement se félicite qu'un nombre croissant de Britanniques exigent désormais que leur ancien Premier ministre Anthony Blair soit déféré devant cette juridiction internationale.

L'UPR constate que, loin de se dissocier de ces actions illégales et criminelles au regard du droit international, MM. Sarkozy, Juppé, Hollande et Valls n'ont eu de cesse que de défaire la France et de la ravalier au rang de domestique des Docteurs Folamour de Washington et de l'OTAN.

Non contents de soumettre complètement la France à l'OTAN et à une Europe fédérale – deux pièges mortels pour notre patrie, d'où Charles de Gaulle avait commencé de l'extraire - MM. Sarkozy, Juppé, Hollande et Valls ont participé à la destruction de la Libye, du Soudan, de la Syrie et de l'Ukraine, afin de complaire aux exigences géopolitiques de Washington.

Et cela sans jamais demander au peuple français son autorisation pour mener ces guerres néo-coloniales illégales et dramatiquement meurtrières.

Pire encore, si cela est possible, nos dirigeants de l'UMP-LR ou du PS ont soutenu le développement du terrorisme lui-même :

- directement : on se rappelle Laurent Fabius, ministre des Affaires étrangères, affirmant que [le Front Al-Nosra](#)

- indirectement : en développant des relations politiques, géopolitiques, industrielles et financières de plus en plus étroites et malsaines avec le Qatar, l'Arabie saoudite et la Turquie, qui sont les principaux pourvoyeurs d'aide financière et militaire au prétendu « État islamique »

L'UPR affirme en conséquence que Nicolas Sarkozy, Alain Juppé, François Hollande, Laurent Fabius, Manuel Valls, portent une responsabilité écrasante dans le fait que la France soit devenue la cible privilégiée des terroristes et de tous ceux qui ne croient plus que dans des actes fous, criminels et désespérés pour réparer les injustices et le "2 poids-2 mesures" permanent qu'ils subissent.

Pour toutes ces raisons, l'UPR dénonce de la façon la plus solennelle le renversement rhétorique de la chaîne des causalités auquel procède les dirigeants euro-atlantistes, et qu'a reprise une nouvelle fois le Premier ministre ce 15 juillet, en affirmant que « nous faisons face à une guerre que le terrorisme nous livre ».

L'UPR rappelle qu'en réalité, ce sont les peuples du Moyen-Orient qui « font face à une guerre » que l'impérialisme euro-atlantiste « leur livre ».

Le cancer et les monstruosité du terrorisme doivent être évidemment combattus avec la plus grande fermeté. Mais ils ne sont que la réplique « du faible au fort » du cancer et des monstruosité bien plus meurtrières encore qui découlent de la volonté de domination mondiale des euro-atlantistes.

L'UPR affirme que le terrorisme ne pourra être efficacement combattu que lorsque la France redeviendra pour de bon la "patrie des droits de l'homme" et qu'elle cessera de vouloir imposer aux peuples du Proche et du Moyen-Orient la volonté de domination mondiale des élites euro-atlantistes.

Conclusion

En conclusion, l'UPR tient à rappeler que l'atmosphère de violence qui se répand dans la société française, comme dans les autres sociétés européennes, selon l'anti-modèle venu d'Outre-Atlantique, vient aussi des choix économiques et sociaux imposés au peuple français, dans une parodie de démocratie fondée sur des programmes électoraux grossièrement mensongers et sur un verrouillage quasi-complet de l'information par les grands médias.

L'UPR affirme haut et fort que la France commencera à connaître une décrue de la violence lorsque cesseront l'accroissement sans fin des inégalités sociales, des disparités de richesses et du chômage, et la précarisation continue de l'emploi, selon l'anti-modèle promu à coup de 49-3 par les marionnettes de la Commission européenne et de Goldman Sachs, de type Macron et El Khomri.

L'UPR affirme haut et fort que la France verra une chute rapide de la violence et des attentats lorsque notre pays sera sorti de l'OTAN et aura rapatrié ses soldats, et qu'il aura cessé d'être sous la coupe de Washington et de Bruxelles.

En sortant de l'UE et de l'OTAN, la France pourra cesser d'agir pour le compte de cette toute petite minorité de privilégiés que vient de dénoncer elle-même Mme Theresa May, nouveau Premier ministre britannique.

Cette libération rendra aux Français la démocratie et le droit à décider de leur avenir qui leur ont été volés, et redonnera à notre patrie – dégagée de l'emprise euro-atlantiste - des perspectives d'avenir pacifiques, nouvelles et enthousiasmantes.

BUREAU NATIONAL DE L'UPR

15 juillet 2016 (23h00)